

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/31526]

1^{er} OCTOBRE 2020. — Décret organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes communaux et provinciaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Jusqu'au 31 mars 2021, les séances du conseil communal et les séances communes avec le conseil de l'action sociale visées à l'article L1122-11 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation peuvent se tenir de manière virtuelle, par téléconférence ou vidéoconférence, par décision du collège communal ou à la demande d'un tiers des membres du conseil communal.

Jusqu'au 31 mars 2021, les séances du collège communal peuvent se tenir de manière virtuelle, par téléconférence ou vidéoconférence, par décision du collège communal.

§ 2. Le directeur général, sous la responsabilité du collège communal, veille au bon déroulement des séances virtuelles et se tient à la disposition des membres du collège communal et du conseil communal afin de leur donner toutes les explications requises en rapport avec ce mode de réunion.

Il s'assure notamment que tous les membres du collège communal et du conseil communal disposent des moyens techniques leur permettant de participer aux séances. A défaut, le matériel requis est mis à leur disposition soit dans un local de l'administration, soit à domicile.

§ 3. Lors des séances virtuelles, les membres du collège communal et du conseil communal votent à haute voix, conformément aux articles L1123-22 et L1122-27 du même Code, soit en s'exprimant directement dans le cadre de la téléconférence ou de la vidéoconférence, soit en exprimant leur vote par le biais de l'adresse électronique personnelle visée à l'article L1122-13 du même Code.

Les votes au scrutin secret visés aux articles L1123-22 et L1122-27, alinéa 4, du même Code sont adressés au directeur général, par voie électronique, par le biais de l'adresse électronique personnelle visée à l'article L1122-13 du même Code.

Il se charge d'anonymiser les votes dont il assure le caractère secret dans le respect du secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir d'autres modalités de vote au scrutin secret.

Art. 2. Les séances publiques virtuelles du conseil communal sont diffusées, en temps réel, sur le site de la commune ou selon les modalités précisées sur celui-ci.

Art. 3. L'exercice effectif du droit d'interpellation visé à l'article L1122-14 du même Code est assuré.

Le directeur général met au besoin des moyens techniques à disposition de l'habitant de la commune dont l'interpellation a été jugée recevable, afin qu'il puisse s'exprimer lors de la séance du conseil communal.

Art. 4. Jusqu'au 31 mars 2021, le conseil communal peut autoriser les commissions et conseils consultatifs créés en application des articles L1122-34 et L1122-35 du même Code à se réunir selon les modalités visées à l'article 1^{er}, §1^{er}, alinéa 1^{er}, sur demande de leur président.

Art. 5. § 1^{er}. Jusqu'au 31 mars 2021, les séances du conseil provincial peuvent se tenir de manière virtuelle, par téléconférence ou vidéoconférence, par décision du collège provincial ou à la demande d'un tiers des membres du conseil provincial. Les convocations visées à l'article L2212-22 du même Code sont adressées aux conseillers provinciaux par voie électronique.

Jusqu'au 31 mars 2021, les séances du collège provincial peuvent se tenir de manière virtuelle, par téléconférence ou vidéoconférence, par décision du collège provincial.

§ 2. Le directeur général, sous la responsabilité du collège provincial, veille au bon déroulement des séances virtuelles et se tient à la disposition des conseillers et députés provinciaux afin de leur donner toutes les explications requises en rapport avec ce mode de réunion.

Il s'assure notamment que tous les conseillers et députés provinciaux disposent des moyens techniques leur permettant de participer aux séances. A défaut, le matériel requis est mis à leur disposition soit dans un local de l'administration, soit à domicile.

§ 3. Lors des séances virtuelles, les conseillers votent à haute voix, conformément à l'article L2212-16 du même Code, soit en s'exprimant directement dans le cadre de la téléconférence ou vidéoconférence, soit en exprimant leur vote depuis l'adresse électronique personnelle visée à l'article L2212-22 du même Code.

Les votes au scrutin secret sont adressés au directeur général, par voie électronique, depuis l'adresse électronique personnelle visée à l'article L2212-22 du même Code.

Il se charge d'anonymiser les votes dont il assure le caractère secret dans le respect du secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir d'autres modalités de vote au scrutin secret.

Art. 6. Les séances publiques virtuelles du conseil provincial sont diffusées, en temps réel, sur le site de la province ou selon les modalités précisées sur celui-ci.

Art. 7. L'exercice effectif du droit à l'information visé aux articles L2212-28 et suivants du même Code est assuré.

Le directeur général met au besoin des moyens techniques à disposition de l'habitant de la province dont l'interpellation a été jugée recevable, afin qu'il puisse s'exprimer lors de la séance du conseil provincial.

Art. 8. Jusqu'au 31 mars 2021, le conseil provincial peut autoriser les commissions, conseils consultatifs et conseils participatifs créés en exécution des articles L2212-14, L2212-30 et 2212-31 du même Code à se réunir selon les modalités visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sur demande de leur président.

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} octobre 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation,
de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2019-2020.

Documents du Parlement wallon, 281 (2019-2020) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 septembre 2020.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2020/31526]

**1. OKTOBER 2020 — Dekret zur Organisierung der Abhaltung
der Sitzungen der Gemeinde- und Provinzorgane bis zum 31. März 2021 (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - § 1. Bis zum 31. März 2021 dürfen die Sitzungen des Gemeinderates und die in Artikel L1122-11 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten gemeinsamen Sitzungen mit dem Sozialhilferat durch Beschluss des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines Drittels der Mitglieder des Gemeinderats virtuell, per Tele- oder Videokonferenz stattfinden.

Bis zum 31. März 2021 dürfen die Sitzungen des Gemeindegremiums durch Beschluss des Gemeindegremiums virtuell, per Tele- oder Videokonferenz stattfinden

§ 2. Der Generaldirektor sorgt unter der Verantwortung des Gemeindegremiums für den ordnungsgemäßen Verlauf der virtuellen Sitzungen und steht den Mitgliedern des Gemeindegremiums und des Gemeinderates zur Verfügung, um ihnen alle erforderlichen Erläuterungen in Verbindung mit dieser Sitzungsart zu geben.

Er vergewissert sich insbesondere, dass alle Mitglieder des Gemeindegremiums und des Gemeinderates über die technischen Mittel verfügen, die ihnen ermöglichen, an den Sitzungen teilzunehmen. Ist es nicht der Fall, wird ihnen das erforderliche Material entweder in einer Räumlichkeit der Verwaltung oder zu Hause zur Verfügung gestellt.

§ 3. Bei den virtuellen Sitzungen stimmen die Mitglieder des Gemeindegremiums und des Gemeinderates mündlich ab, wie in den Artikeln L1123-22 und L1122-27 desselben Kodex vorgeschrieben, indem sie sich direkt im Rahmen der Tele- oder Videokonferenz äußern oder ab der in Artikel L1122-13 desselben Kodex erwähnten E-Mail-Adresse ihre Stimme abgeben.

Die in den Artikeln L1123-22 und L1122-27 Absatz 4 desselben Kodex erwähnten geheimen Abstimmungen werden auf elektronischem Weg über die in Artikel L1122-13 desselben Kodex erwähnte persönliche E-Mail-Adresse an den Generaldirektor gerichtet.

Er sorgt dafür, die Stimmabgaben, deren geheimen Charakter er unter Einhaltung des in Artikel 458 des Strafgesetzbuches genannten Berufsgeheimnisses gewährleistet, zu anonymisieren.

In der Geschäftsordnung können andere Modalitäten für die geheime Abstimmung vorgesehen werden.

Art. 2 - Die virtuellen öffentlichen Sitzungen des Gemeinderates werden in Echtzeit auf der Website der Gemeinde oder nach den auf dieser Website näher bestimmten Modalitäten übertragen.

Art. 3 - Die tatsächliche Ausübung des in Artikel L1122-14 desselben Kodex erwähnten Interpellationsrechts wird gewährleistet.

Der Generaldirektor stellt bei Bedarf dem Gemeindegewohner, dessen Interpellation als zulässig erachtet wurde, technische Mittel zur Verfügung, damit er sich während der Sitzung des Gemeinderates äußern kann.

Art. 4 - Bis zum 31. März 2021 kann der Gemeinderat den in Ausführung der Artikel L1122-34 und L1122-35 desselben Kodex ins Leben gerufenen beratenden Ausschüssen oder Räten erlauben, auf den Antrag ihres Vorsitzenden hin nach den in Artikel 1 § 1 Absatz 1 erwähnten Modalitäten zusammenzutreten.

Art. 5 - § 1. Bis zum 31. März 2021 dürfen die Sitzungen des Provinzialrates durch Beschluss des Provinzialkollegiums oder auf Antrag eines Drittels der Mitglieder des Provinzialrates virtuell, per Tele- oder Videokonferenz, stattfinden. Die in Artikel L2212-22 desselben Kodex erwähnten Einberufungen werden an die Mitglieder des Provinzialrats auf elektronischem Weg gerichtet.

Bis zum 31. März 2021 dürfen die Sitzungen des Provinzialkollegiums durch Beschluss des Provinzialkollegiums virtuell, per Tele- oder Videokonferenz stattfinden.

§ 2. Der Generaldirektor sorgt unter der Verantwortung des Provinzialkollegiums für den ordnungsgemäßen Verlauf der virtuellen Sitzungen und steht den Provinzialratsmitgliedern und den Provinzialabgeordneten zur Verfügung, um ihnen alle erforderlichen Erläuterungen in Verbindung mit dieser Sitzungsart zu geben.

Er vergewissert sich insbesondere, dass alle Provinzialratsmitglieder und Provinzialabgeordneten über die technischen Mittel verfügen, die ihnen ermöglichen, an den Sitzungen teilzunehmen. Ist es nicht der Fall, wird ihnen das erforderliche Material entweder in einer Räumlichkeit der Verwaltung oder zu Hause zur Verfügung gestellt.

§ 3. Bei den virtuellen Sitzungen stimmen die Ratsmitglieder mündlich ab, wie in Artikel L2212-16 desselben Kodex vorgeschrieben, indem sie sich direkt im Rahmen der Tele- oder Videokonferenz äußern oder ab der in Artikel L2212-22 desselben Kodex erwähnten persönlichen E-Mail-Adresse ihre Stimme abgeben.

Die geheimen Abstimmungen werden auf elektronischem Weg ab der in Artikel L2212-22 desselben Kodex erwähnten persönlichen E-Mail-Adresse an den Generaldirektor gerichtet.

Er sorgt dafür, die Stimmabgaben, deren geheimen Charakter er unter Einhaltung des in Artikel 458 des Strafgesetzbuches genannten Berufsgeheimnisses gewährleistet, zu anonymisieren.

In der Geschäftsordnung können andere Modalitäten für die geheime Abstimmung vorgesehen werden.

Art. 6 - Die virtuellen öffentlichen Sitzungen des Provinzialrates werden in Echtzeit auf der Website der Provinz oder nach den auf dieser Website näher bestimmten Modalitäten übertragen.

Art. 7 - Die tatsächliche Ausübung des in den Artikeln L2212-28 ff. desselben Kodex erwähnten Informationsrechts wird gewährleistet.

Der Generaldirektor stellt bei Bedarf dem Provinzeinwohner, dessen Interpellation als zulässig erachtet wurde, technische Mittel zur Verfügung, damit er sich während der Sitzung des Provinzialrates äußern kann.

Art. 8 - Bis zum 31. März 2021 kann der Provinzialrat den in Ausführung der Artikel L2212-14, L2212-30 und L2212-31 desselben Kodex ins Leben gerufenen beratenden Ausschüssen, beratenden Räten und Beteiligungsräten erlauben, auf den Antrag ihres Vorsitzenden hin nach den in Artikel 5 § 1 Absatz 1 erwähnten Modalitäten zusammenzutreten.

Art. 9 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Oktober 2020 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. Oktober 2020

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung,
Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
P.-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2019-2020.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 281 (2019-2020) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. September 2020

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/31526]

1 OKTOBER 2020. — Decreet houdende de organisatie tot 31 maart 2021 van de vergaderingen van de gemeentelijke en provinciale organen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. . § 1. Tot 31 maart 2021 kunnen de vergaderingen van de gemeenteraad en de gemeenschappelijke vergaderingen met de raad voor maatschappelijk welzijn bedoeld in artikel L1122-11 van het wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie virtueel, per teleconferentie of videoconferentie worden gehouden, bij beslissing van de gemeenteraad of op verzoek van een derde van de leden van de gemeenteraad.

Tot 31 maart 2021 kunnen de vergaderingen van het gemeentecollege bij beslissing van het gemeentecollege virtueel, per teleconferentie of videoconferentie worden gehouden.

§ 2. De directeur-generaal zorgt, onder de verantwoordelijkheid van het gemeentecollege, voor het goede verloop van de virtuele vergaderingen en staat ter beschikking van de leden van het gemeentecollege en de gemeenteraad en om hen alle vereiste uitleg te geven in verband met deze wijze van vergaderen.

Hij zorgt er met name voor dat alle leden van het gemeentecollege en de gemeenteraad over de technische middelen beschikken om aan de vergaderingen te kunnen deelnemen. Indien dit niet het geval is, wordt de benodigde apparatuur aan hen ter beschikking gesteld in een administratiekantoor of thuis.

§ 3. Tijdens de virtuele vergaderingen stemmen de leden van het gemeentecollege en de gemeenteraad mondeling, overeenkomstig de artikelen L1123-22 en L1122-27 van hetzelfde Wetboek, hetzij door rechtstreeks te spreken tijdens de teleconferentie of videoconferentie, hetzij door hun stem uit te brengen via het persoonlijk elektronisch adres bedoeld in artikel L1122-13 van hetzelfde Wetboek.

De in de artikelen L1123-22 en L1122-27, lid 4, van hetzelfde Wetboek bedoelde geheime stemmingen worden via het in artikel L1122-13 van hetzelfde Wetboek bedoelde persoonlijke elektronische adres langs elektronische weg naar de directeur-generaal gestuurd.

Hij is verantwoordelijk voor de anonimisering van de stemmen die hij in overeenstemming met het beroepsgeheim bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek geheim houdt.

Het huishoudelijk reglement kan voorzien in andere regelingen voor een geheime stemming.

Art. 2. De virtuele openbare vergaderingen van de gemeenteraad worden in werkelijke tijd uitgezonden op de website van de gemeente of volgens de procedures die op de website zijn aangegeven.

Art. 3. De daadwerkelijke uitoefening van het in artikel L1122-14 van hetzelfde wetboek bedoelde recht op interpellatie is gewaarborgd.

Indien nodig stelt de directeur-generaal technische middelen ter beschikking van de inwoner van de gemeente waarvan de interpellatie ontvankelijk is bevonden, zodat hij zich tijdens de vergadering van de gemeenteraad kan uitspreken.

Art. 4. Tot 31 maart 2021 kan de gemeenteraad de commissies en adviesraden die in toepassing van de artikelen L1122-34 en L1122-35 van hetzelfde Wetboek zijn opgericht, machtigen om op verzoek van hun voorzitter te vergaderen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 1, §1, eerste lid.

Art. 5. § 1. Tot 31 maart 2021 kunnen de vergaderingen van de provincieraad virtueel worden gehouden, via teleconferentie of videoconferentie, bij beslissing van het provinciecollege of op verzoek van een derde van de leden van het provinciecollege. De in artikel L2212-22 van hetzelfde wetboek bedoelde oproepingen worden langs elektronische weg naar de provincieraadsleden gestuurd.

Tot 31 maart 2021 kunnen de vergaderingen van het provinciecollege bij beslissing van het provinciecollege virtueel, per teleconferentie of videoconferentie worden gehouden.

§ 2. De directeur-generaal zorgt, onder de verantwoordelijkheid van het provinciecollege, voor het goede verloop van de virtuele vergaderingen en staat ter beschikking van de provincieraadsleden en de provinciaal gedeputeerden om hen alle vereiste uitleg te geven in verband met deze wijze van vergaderen.

Hij zorgt er met name voor dat alle provincieraadsleden en provinciaal gedeputeerden leden over de technische middelen beschikken om aan de vergaderingen te kunnen deelnemen. Indien dit niet het geval is, wordt de benodigde apparatuur aan hen ter beschikking gesteld in een administratiekantoor of thuis.

§ 3. Tijdens virtuele vergaderingen stemmen de adviseurs luidop, overeenkomstig artikel L2212-16 van hetzelfde Wetboek, hetzij door tijdens de teleconferentie of videoconferentie rechtstreeks te spreken, hetzij door hun stem uit te brengen vanaf hun persoonlijke elektronische adres als bedoeld in artikel L2212-22 van hetzelfde Wetboek.

Geheime stemmingen worden via elektronische weg naar de directeur-generaal gestuurd vanaf het persoonlijke elektronische adres bedoeld in artikel L2212-22 van hetzelfde Wetboek.

Hij is verantwoordelijk voor de anonimisering van de stemmen die hij in overeenstemming met het beroepsgeheim bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek geheim houdt.

Het huishoudelijk reglement kan voorzien in andere regelingen voor een geheime stemming.

Art. 6. De virtuele openbare vergaderingen van de provincieraad worden in werkelijke tijd uitgezonden op de website van de provincie of volgens de procedures die op de website zijn aangegeven.

Art. 7. De daadwerkelijke uitoefening van het recht op informatie bedoeld in de artikelen L2212-28 e.v. van hetzelfde Wetboek wordt gewaarborgd.

Indien nodig stelt de directeur-generaal technische middelen ter beschikking van de inwoner van de provincie waarvan de interpellatie ontvankelijk is bevonden, zodat hij zich tijdens de vergadering van de provincieraad kan uitspreken.

Art. 8. Tot 31 maart 2021 kan de provincieraad de commissies, adviesraden en participatieve raden die ter uitvoering van de artikelen L2212-14, L2212-30 en 2212-31 van hetzelfde Wetboek zijn opgericht, machtigen om op verzoek van hun voorzitter te vergaderen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 5, §1, eerste lid.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 oktober 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek,
Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming,
Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2019-2020.

Stukken van het Waals Parlement, 281 (2019-2020) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 september 2020.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/31527]

1^{er} OCTOBRE 2020. — Décret organisant jusqu'au 31 décembre 2020 la tenue des réunions des organes des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, des ASBL communales ou provinciales, des régions communales ou provinciales autonomes, d'associations de projet ou de tout autre organisme supra-local ayant pris la forme d'une société ou d'une association (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'assemblée générale des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, des ASBL communales ou provinciales, des régions communales ou provinciales autonomes, des associations de projet ou de tout autre organisme supra-local peut, même en l'absence de toute autorisation statutaire et nonobstant toute disposition contraire, être tenue jusqu'au 31 décembre 2020, sans présence physique des membres avec ou sans recours à des procurations données à des mandataires, ou avec une présence physique limitée des membres par le recours à des procurations données à des mandataires, aux conditions prévues par l'article 6 de l'arrêté royal du 9 avril 2020 n° 4 portant des dispositions diverses en matière de copropriété et de droit des sociétés et des associations dans le cadre de la lutte contre la pandémie COVID-19.

§ 2. L'article L1523-13, §1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation reste applicables aux intercommunales qui font application du paragraphe 1^{er}.

§ 3. S'il est recouru à des procurations données à des mandataires, l'article L1523-12, §1^{er}, alinéa 2, du même Code ne s'applique pas. Une délibération au sein du conseil communal sur chaque point à l'ordre du jour conformément à ce qui est prévu à l'article L1523-12, §1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code est obligatoire.

§ 4. Si le conseil communal ne souhaite pas être physiquement représenté, il transmet ses délibérations sans délai à la structure, laquelle en tient compte pour ce qui est de l'expression des votes mais également pour ce qui est du calcul des différents quorums de présence et de vote.